



la vie des territoires, l'avis des projets.

**Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration
Séance du 14 novembre 2024**

OBJET : ADMINISTRATION GENERALE - 2 - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS VOIRONNAIS- UTPT _ Convention partenariale de soutien à la production de logement PLAI en diffus

Délibération n° 52

Le quatorze novembre deux mille vingt-quatre à douze heures, le Conseil d'Administration de l'Établissement Public Foncier local du Dauphiné (EPFL D) s'est réuni sur la convocation et la présidence de Monsieur Laurent AMADIEU.

Nombre d'administrateurs en exercice : **17**
Nombre d'administrateurs présents ou représentés : **15**

Administrateurs présents : 13

M. AMADIEU, Mme BARDIN-RABATEL, Mme BELAIR, M. CLAPPAZ, M. CATTIN, M. CORBET, Mme FAURE, M. LONGO, Mme MARDIROSSIAN, M. MOREAU, M. OLLEON, Mme PANTEL, M. TATIN.

Administrateurs absents ayant donné pouvoir : 2

M. MOCELLIN à Mme BARDIN-RABATEL, M. QUEIROS à M. CORBET.

Administrateurs absents et excusés : 2

Mme CENATIEMPO, M. DESPESSE.

Monsieur Jean-Luc CORBET a été nommé secrétaire de séance.

Vu l'article L 324-1 du code de l'urbanisme qui prévoit que l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné réalise pour le compte de ses membres des acquisitions foncières ou immobilières en vue de la constitution de réserves foncières en application des articles L. 221-1 et L. 221-2 et de la réalisation d'actions ou d'opérations d'aménagement au sens de l'article L. 300-1,

Vu la délibération du Conseil d'Administration de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné n°22DL010_PPI n° 5 en date du 10 février 2022 actant le 5^{ème} Programme Pluriannuel d'Intervention,

Vu la délibération du Conseil d'administration n°22DL016 en date du 14 avril 2022, donnant pouvoir au directeur de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné de passer les actes notariés relatifs aux promesses de vente recueillies dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif PLAI Insertion dans le diffus,

Considérant que :

- La communauté d'agglomération du Pays Voironnais, Grenoble-Alpes sollicite l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné, pour mettre en œuvre un dispositif de production de logements sociaux PLA Insertion en partenariat avec Un Toit Pour Tous - Développement ;
- Le dispositif a déjà été mis en œuvre par le passé et consiste pour l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné en tant qu'opérateur foncier : à acquérir des biens, mettre à bail à réhabilitation à UTPT – Développement pour une durée de 55 ans puis à les céder au Pays Voironnais après le portage, en consentant une minoration foncière ;
- Il convient aujourd'hui de fixer les objectifs de réalisation attendus sur la période 2022-2026 et de préciser les principes de mise en œuvre, afin de faciliter, anticiper et simplifier la réalisation concrète des actions foncières ;
- La convention fixe le nombre de portages visé annuellement à 5 logements ;
- Les modalités de portage spécifiques à ce partenariat sont décrites dans la convention ;
- La communauté d'agglomération du Pays Voironnais délibérera sur cette convention en novembre 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'administration de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné :

- reconnaît l'intérêt pour l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné de soutenir en tant que partenaire de la communauté d'agglomération du Pays Voironnais et de Un Toit Pour Tous - Développement la production de logement PLAI en diffus ;
- valide les modalités prévues pour la mise en œuvre de ces portages et leur financement, tels que décrit dans la convention, et notamment :
 - L'achat des biens par l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné et leur portage ;
 - La conclusion d'un bail à réhabilitation consenti à UTPT pour 55 ans dans un délai court après achat, avec paiement d'une redevance capitalisée ;
 - La rétrocession dans les 2 ans des biens au Pays Voironnais, au prix de revient déduit de la redevance capitalisée ;

- L'application d'une minoration lors de la rétrocession (de 20% à 55 du prix de revient selon les cas), correspondant aux modalités de décote foncière en vigueur et son calcul.
- Autorise le directeur à signer la convention décrivant les modalités de ce partenariat et les actes associés à sa mise en œuvre (mise à bail et rétrocessions).

Conclusions : adoptées à l'unanimité

Pour extrait conforme,

Le Président,

Laurent AMADIEU